

NOUVEL ASPECT DU CLÉRICALISME...

D'aucuns diront sans doute que le temps n'est plus à la lutte anticléricale, que les hommes d'action ont d'autres chats à fouetter, que seuls des inadaptés peuvent encore s'attarder à combattre l'influence de l'Église catholique en particulier et de la Religion en général. Nous sommes de ces derniers et n'en rougissons pas. Alors que la pensée religieuse à l'état le plus pur est loin de prédisposer l'homme au combat qui mène à sa véritable libération, nous affirmons que la religion constituée est, à coup sûr, un élément de régression sociale. La meilleure preuve de ce que nous avançons est son empressement à se mettre au service des puissances d'argent et à la remorque du char de l'État.

Il est impossible de nier que l'Église catholique, par des méthodes très appropriées à l'époque (mieux que quiconque, elle sait s'adapter aux circonstances) a pris l'offensive, avec une vigueur soutenue contre toutes les forces qui tendaient à la neutraliser.

La puissance catholique, déclinante en 1939, sut tirer profit des malheurs de l'Europe et trouver, dans la ruine de celle-ci - et grâce à la guerre - les possibilités de reconquérir en quelques années l'influence que progressivement, en France, elle avait perdue depuis le début de ce siècle.

Après l'armistice de 1940, nous la voyons aduler Pétain, en faire un sauveur, quelque chose comme un envoyé de Dieu descendu sur cette terre pour sauver le peuple français de la pire des catastrophes. Mais elle joue sur les deux tableaux. Alors qu'à Paris elle déifie Pétain, à Londres et ensuite à Alger elle glorifie de Gaulle. Jetant des fleurs aux artisans de la soumission à l'Allemagne nazie, elle pousse par ailleurs à la résistance à outrance contre la «barbarie hitlérienne». D'un côté, elle soutient la lutte contre le bolchevisme, de l'autre, elle pactise avec les représentants de la Russie soviétique.

La défaite militaire de la France est savamment exploitée par elle. A la faveur de la fameuse «révolution» vichyssoise, nous la voyons s'infiltre dans tous les rouages de l'appareil administratif du pays. L'enseignement n'est pas plus épargné que le reste. Et nous avons pu voir, durant l'occupation, les programmes scolaires réserver une place à l'enseignement religieux. Cependant, ce retour un peu brusque - quoique nuancé - aux pratiques de l'époque qui précéda la séparation des Églises et de l'État rencontre de sérieuses résistances chez un grand nombre de membres du corps enseignant. (A ceux-ci nous devons rendre hommage).

Faut-il rappeler ces cérémonies religieuses, aux obsèques des victimes des bombardements alliés, au cours desquelles le clergé, en compagnie, bien souvent, de personnalités officielles allemandes, stigmatisait la cruauté des «lâches et sauvages agresseurs anglo-américains»? Ce qui importait, c'était de satisfaire une clientèle aussi nombreuse que possible, tout en s'assurant des appuis sérieux dans le cas d'une victoire allemande. C'est pour cela que, dans le même temps, elle préparait l'avenir en ayant des agents actifs dans la résistance. Elle se ménageait alors des sympathies dans presque tous les secteurs antifascistes. Il lui fallait, pour cela, des martyrs. Elle en eut. C'est ce qui lui permet aujourd'hui de redorer son blason. Comme toutes les formations antifascistes officielles, elle revendique la place qu'elle assure avoir gagnée en participant à la résistance.

L'Église a maintenant droit de cité dans bien des domaines desquels elle était autrefois exclue. Elle se présente sous des aspects nouveaux. Son vocabulaire est tout à fait dans la note actuelle, et le mot révolution ne l'effraye nullement! Elle fait du syndicalisme (*Confédération Française des Travailleurs Chrétiens, Jeunesses Ouvrières Chrétiennes*), du socialisme (socialistes chrétiens) et est farouchement «républicaine» (*Mouvement Républicain Populaire*, du très catholique Maurice Schumann). Au sein même du gouvernement elle a ses représentants, ses ministres, et ne prend même plus la peine de dissimuler sa présence.

Le moins que l'on puisse dire de tout cela est que la liberté, le socialisme, le syndicalisme, le progrès social sont en danger lorsque l'Église commence à s'en revendiquer.

Comme on peut le voir par ce qui précède, nous assistons à une offensive cléricale de grand style contre laquelle il serait temps que l'opinion publique réagisse.

Mais, que deviennent donc les refrains sur la laïcité qu'entonnaient jadis les partis de «*gauche*». Et vous, les radicaux, les socialistes, les communistes, vous tous qui voyiez autrefois dans l'Église un pouvoir rival, auriez-vous donc décidé de l'associer au vôtre? C'est bien là ce qu'il nous semble. Ce phénomène n'a, après tout, rien d'extraordinaire, puisque, pas plus que l'Église, vous considérez les peuples comme pouvant s'émanciper, se libérer eux-mêmes. Ayant renoncé à la révolution, il est normal que vous renonciez également à une forme de lutte qui pourrait la servir. Ce qui compte, pour vous, c'est d'avoir des électeurs!

Mais à côté de vos déclarations mensongères et de votre influence malfaisante, il y a les révolutionnaires désintéressés, qui veulent sincèrement la disparition d'un régime infect que vous osez encore soutenir. Et, ne vous en déplaise, lorsque la vague populaire aura décidé d'en finir avec toutes les Églises, avec tous les clergés, elle les balayera tous, même les vôtres, politiciens sans scrupules, imposteurs, bavards sans principes, escrocs de la pensée publique! Ce Jour-là, n'en doutons pas, le Vatican ne se déclarera plus pour la révolution.
